

N° 63 - 15 FEV.-15 MARS 69

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boite postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

De soutien : à partir de 15 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 713

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1^F

UDBN

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

Après la "tournee De Gaulle"

le combat POUR UNE BRETAGNE SOCIALISTE continue...

(Voir pages intérieures)

A Ouessant



Cliché Le Peuple Breton

Les frelons contre les touristes

Pourquoi la militarisation d'Ouessant a-t-elle fait couler tant d'encre alors que des opérations analogues se déroulent presque chaque mois en Bretagne dans l'indifférence de tous sauf des quelques expropriés ?

Sûrement moins à cause des petits pingouins ou des phoques qui ne supporteront pas le bruit des hélicoptères que parce qu'elle est apparue à beaucoup — souvent inconsciemment — comme l'expression la plus extrême de l'entreprise systématique de désertification de la Bretagne.

Et puis la manifestation du 8 janvier avait ce piment exotique qui attire le journaliste (la peuplade la plus à l'ouest de l'extrême-ouest, c'est comme si les Indiens faisaient des barricades devant les teepees de leurs réserves). On sait que des pressions des Renseignements Généraux empêchèrent les journalistes de se rendre à Oues-

sant, ce qui eut sans doute l'effet contraire à celui recherché car « Le Télégramme » et « Ouest-France » consacreront une plus grande place à l'événement.

À Ouessant, les manifestants chantaient peut-être sur l'air des Ponts de Paris, mais ils défilaient derrière le drapeau de l'île, qui représente tout sauf un emblème national-gaulliste, et les discussions n'avaient rien de folklorique.

« Les Ouessantins voyagent beaucoup », a dit au « Peuple Breton » un manifestant, « et ils constatent que partout ailleurs des petites îles comme Ouessant vivent très bien et sont prospères. Ici, c'est le problème breton dans toute son ampleur. »

Un autre, « Le grand problème c'est le transport : il est réalisé uniquement en fonction du tourisme. Les gosses doivent dormir à Brest le week-end, car les écoles ne les gardent pas toujours. Le transport

d'été de la TVA, c'est-à-dire que les produits coûtent plus cher à Ouessant. Des industriels allemands sont venus, mais ils sont repartis de suite : l'E.D.F. ne pratique pas de tarifs dégressifs. Le gouvernement fait tout pour que la vie cesse sur Ouessant. C'est son seul but ! »

On a tout appris d'un seul coup à Ouessant, qu'une base d'hélicoptères serait créée, que les terrains étaient choisis et que la décision était irréversible.

Les justificatifs officiels sont venus plus tard. À Radio-Brest, René Pleyber lit pesamment les communiqués. « La base ne pourra qu'apporter le bien-être à l'île, c'est un apport économique (six marins permanents !) ; les Super-Frelons sont beaucoup moins bruyants que d'autres hélicoptères, d'ailleurs — (c'est l'argument-massue...) — le gouvernement grec en utilise pour le tourisme dans les îles méditerranéennes. »

De Bennetot se pointe à des assises du tourisme et déclare pèle-mêle que la base est une nécessité stratégique nationale, que les touristes doivent circuler par air, qu'il s'agit de repérer les sous-marins ennemis et que les îliens sont bien contents de transporter leurs malades en hélicoptères.

Il faut bien constater cependant la faiblesse des arguments opposés par les notables contestataires. Un seul mot dans toutes les bouches : le tourisme.

M. Ticos, maire d'Ouessant, refuse la base d'hélicoptères sur son île, mais la verrait très bien à Crozon, par exemple ; il en a fait la proposition...

Le Conseil municipal de Brest, « tout en comprenant les impératifs de la marine », fait remarquer que le nombre des touristes s'embarquant à Brest risque de diminuer et émet le vœu que le projet soit écarté.

Ils se gardent toujours d'insérer cette nouvelle violence dans la trame du problème breton global.

On appelle colonie un pays où la police empêche le libre déplacement des correspondants de presse, un pays dont il est interdit de posséder des photos aériennes, un pays où le tourisme tient lieu à la fois d'industries et d'expression culturelle, un pays où l'armée règne.

Hervé MONBUREAU.
Jean GUEGUENIAT.



Cliché Le Peuple Breton

Sur le vif...

« Voici ce que je peux dire sur la visite du grand Appendice parmi nous. À Brest, ce ne sont pas 100, mais bien 500-600 manifestants qui gueulaient « Libérez la Bretagne » et « Nous sommes tous des Québécois ! ». À tel point que par moments, le chœur gaulliste (qui recrute abondamment dans le milieu officier de marine et assimilé) était couvert.

À Quimper, je n'ai pas vu grand-chose. Vers 10 h, au moment où de Gaulle arrivait à la cathédrale, je me suis mis à gueuler « Hou-hou ! » (tout un programme !), et « Bretagne Colonie ». Je n'ai pas eu le temps de dire ouf ! ensuite, qu'une demi-douzaine de flics en civil s'abattaient sur ma poitrine et me traînaient loin du théâtre des opérations sans ménagements. J'ai été gardé à vue de dix heures du matin environ, à 4 heures de l'après-midi.

Il semble que tous les opposants de mon genre étaient aussitôt happés par les flics en civil, et il y a eu pas mal de remue-ménage pendant le discours. Plusieurs groupes d'appréhendés ont été conduits à 10 kms de Quimper, et largués dans la cambrousse...

Une jeune fille de 19 ans qui m'accompagnait, ou plutôt qui habitait une cellule voisine et qui est sortie en même temps que moi, a reçu un coup de poing en pleine figure de la part d'un flic en civil et a eu les lunettes cassées. Un gars (de l'U.D.B. je crois) qui arborait un bonnet blanc et noir a été forcé de le retirer devant les menaces des flics.

Au moment de l'entrée à la cathédrale, sur la place Saint-Corentin, il n'y avait pas beaucoup de monde, et ça manquait visiblement d'enthousiasme. Peu de drapeaux français sur cette place, les drapeaux bretons et quimérois y étaient plus nombreux...

À la fin du discours, plusieurs personnes ont nettement perçu qu'il s'agissait d'une bande magnétique qui poussait des vivas et applaudissait ! Il y a eu comme une gêne dans la foule. Gageons qu'il y aura un nouveau démenti... »

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

— Après la manifestation de 3 000 artisans finistériens à Quimper, 5 000 artisans des Côtes-du-Nord ont à leur tour manifesté à Saint-Brieuc. Ils disaient non à une fiscalité injuste, à l'augmentation des cotisations assurance-vieillesse, au système d'assurance-maladie incomplet qui leur est imposé. En fait, la situation des artisans devient de plus en plus précaire : plus de 15 000 non-salariés des Côtes-du-Nord et leurs familles sont menacés. L'évolution économique imposera inévitablement le reclassement de bon nombre d'entre eux ; mais en ce domaine, rien n'est prévu.

— Comme les artisans, les paysans sont victimes du système économique. Dans la nuit du 23 au 24 janvier, des sacs de pommes de terre étaient déposés devant les perceptions de Lannion, Plastrin-les-Grèves et Belle-Ile-en-Terre. Le malaise est général en Bretagne. On se rappelle qu'il y a quelques mois, plusieurs tonnes de pommes de terre avaient été déposées devant la perception de Pontivy. Dans la Finistère, le 28 janvier, 75 quintaux de semences de pommes de terre étaient répandus devant la perception de Guipavas, le 30 janvier une tonne devant la mairie de Lesneven et autant devant la perception de Saint-Renan. 52 000 tonnes de plants de pommes de terre sont actuellement vendus en Bretagne. La pomme de terre bretonne (une des principales activités de l'agriculture bretonne) est tuée par la concurrence hollandaise.

— Les téléphonistes de Saint-Brieuc se sont mis en grève contre la décision de l'administration des P. et T. d'aggraver leurs conditions de travail dont la dureté est bien connue (augmentation de la durée hebdomadaire de travail de 38 à 40 heures).

— Les opératrices de Saint-Brieuc (...) déclament la décision de l'administration qui va

à l'encontre du but à rechercher pour limiter les effets de l'automatisation sur le personnel : 1 000 emplois de téléphonistes sur les 1 850 existant en Bretagne doivent être supprimés dans les trois ans à venir, la diminution du temps de travail est une des solutions qui permettent la limitation des licenciements et des déplacements d'office de personnel. » (Communiqué CGT, CFDT, FO des P. et T.)

— Le secteur fédéral des cheminots groupant les différents syndicats C.G.T. de Bretagne, réuni à Guingamp, a dénoncé la volonté des pouvoirs publics de fermer les voies ferrées de Guingamp - Paimpol, La Brohinière - Ploërmel, Vitry - Fougères, Saint-Brieuc - Pontivy, Quimper - Douarnenez, Carhaix - Guingamp, Morlaix - Roscoff, Plouaret - Lannion, Dol - Folligny : « ... que deviendrait en réalité l'industrialisation de la Bretagne tant vantée par les pouvoirs publics ? »

— Situation scolaire lamentable dans les Côtes-du-Nord :

● Guingamp : Les élèves du lycée Auguste-Pavie se sont mis en grève avec l'appui de leurs professeurs. De nombreuses classes n'ont pratiquement pas eu d'enseignement de lettres depuis le début de l'année, faute de professeur.

● Loudéac : Appuyés par les associations de parents, 200 élèves du lycée se sont mis en grève. Le professeur de lettres classiques, pour les classes du second cycle, est en congé-maladie depuis le 15 octobre : il n'a pas encore été pourvu à son remplacement !

● Saint-Brieuc : Les élèves du lycée technique Rabelais ont fait grève pour demander que soit nommé un professeur de comptabilité : un enseignant manque depuis la mi-novembre, ce qui entraîne la suppression des cours pour plusieurs classes de la section G.

FINISTÈRE

— Ouessant : Le 8 janvier, 500 personnes ont manifesté contre l'installation dans l'île d'une base militaire avancée pour les hélicoptères "Super-Frelon". (Voir notre article dans ce même numéro.) Cette militarisation va à l'encontre des intérêts économiques de l'île (élevage, tourisme). Bien entendu, dans son discours du mépris à Quimper, De Gaulle n'a pas parlé de cette nouvelle étape dans la militarisation de la Bretagne. À signaler que les journalistes ont été empêchés par la police de se rendre sur l'île lors de la manifestation : la vérité est trop dangereuse !

— Brest :
● Les élèves du second cycle et de 3^e du lycée Amiral-Ronarc'h (à Saint-Pierre) ont fait grève pour réclamer : la construction d'un gymnase, la création d'un foyer, la mise en place de nouveaux postes d'enseignants en mathématiques et en éducation physique pour que l'horaire prévu par les textes officiels eux-mêmes puisse être assuré. Mais la militarisation d'Ouessant passe avant une scolarisation normale.

● Suite à la décision prise par la direction de la société Docks de l'Ouest-Finistère de fermer l'entrepôt de Brest le 31 mars prochain : les responsables CFDT de l'entreprise ont rappelé que cette fermeture avait pour conséquence le licenciement d'une cinquantaine de personnes. Compte tenu de la situation de l'emploi dans notre région, ces salariés licenciés auront énormément de difficultés à retrouver un emploi.

— Un exemple typique de la situation coloniale en Bretagne.

— Ouest-France signalait le 6 janvier à propos des ouvriers agricoles des « Montagnes Noires finistériennes » : « ... Le malaise est partout présent de Scaër à Leuhan, en passant par Tréguier. Plusieurs ouvriers agricoles risquent de ne pas trouver de travail en 1969. Les employeurs qui avaient deux ou trois salariés réduisent les effectifs à un seul ouvrier... » Le 13 janvier, Ouest-France (presse-optimiste par excellence) criait victoire en signalant sans aucune pudeur que la plupart de ces ouvriers

agricoles avaient trouvé de l'embauche jusqu'à Cherboung. Or les salariés agricoles d'origine bretonnante sont souvent obligés de s'exiler (cf. « Les saisonniers », le Peuple breton, n° 49) avec tout ce que cela comporte de traumatisant lorsqu'on se trouve brusquement transplanté dans un pays de civilisation différente.

— Autre exemple du colonialisme qui sévit en Bretagne : l'exode. Dans les communes du Cap-Sizun, 198 mariages ont été célébrés en 1968. 92 des jeunes couples (près de la moitié !) ont déjà quitté définitivement la région.
— Après les 130 licenciements à l'usine d'extraction de kaolin de Berrien et les menaces qui pèsent sur l'avenir de la centrale de Brennilis, 400 habitants des communes de Berrien, Huelgoat, Scrinac, Locmaria-Berrien et Ploüy ont adressé à M. Hosteing, préfet du Finistère, des pétitions afin d'obtenir la garantie du plein emploi dans cette région. Quand on sait le rôle que joue cet agent du pouvoir central gaulliste, on n'a pas à se faire d'illusions.

— La situation de l'emploi se dégrade dans le Sud-Finistère.

● Papeteries Bolloré d'Odé : 29 employés ont été licenciés à la date du 1^{er} février, sans qu'aucune mesure de reclassement leur ait été proposée. Ces licenciements sont dus à l'arrêt d'une machine à fabriquer le papier carbone. 16 autres licenciements pourraient suivre.

● Concarneau : À la mi-janvier, 7 employés de la FEDECOP ont reçu de la direction leur lettre de licenciement. Le ville de Concarneau était déjà touchée par la fermeture de plusieurs conserveries.

● Douarnenez : Le regroupement de la société Solaco avec la laiterie Entremont, de Quimper, va entraîner le départ de 30 salariés : 25 chauffeurs et 5 mécaniciens, le parc de véhicules étant transféré à Quimper. Ces nouvelles dispositions touchent en outre l'économie de Douarnenez.

● Près de 200 jeunes gens, titulaires du C.A.P. de sténodactylo qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi aux services de la main-d'œuvre.

ILLE-ET-VILAINE

— Rennes :
● Le Comité de défense des libertés syndicales aux usines Citroën continue son travail d'information par des réunions publiques et la distribution de tracts. Il a pour but notamment de rendre publique la situation des militants syndicaux dans ces sinistres usines-pirates, d'inclure les pouvoirs publics à faire respecter les textes et d'aider les ouvriers à se syndiquer librement.

● Imprimeries Oberthur : L'ensemble du personnel, à titre de premier avertissement,

s'est mis en grève le jeudi 23 janvier entre 17 h et 18 h pour protester contre un projet de fusion avec l'imprimerie Chaix-Desfossez-Néogravure. « ... Le personnel est fermement décidé à faire respecter sa décision de demeurer une unité économique dans le cadre de la région Bretagne... » (communiqué des organisations syndicales de l'entreprise, du 24 janvier). La fusion des services commerciaux (mécanographie, comptabilité) est envisagée avec regroupement sur Paris. « Le capital Oberthur est le fruit du travail des salariés. Son

accaparement par un groupe financier ne doit pas sacrifier les intérêts des travailleurs au nom d'une réorganisation dont ils feraient, une fois de plus, les frais » (communiqué du 31 janvier).

● Ecole normale : Les stagiaires, professeurs techniques adjoints de C.E.T. à l'Ecole normale de Rennes ont fait une grève de 24 h le 22 janvier pour réclamer :

— la création de postes de professeurs d'école normale et dans l'immédiat le maintien en poste des professeurs admis récemment ;
— la création de nouvelles E.N.N.A. afin de ne plus recourir aux annexes...

● La S.G.E.-Electricité : Les travailleurs de la S.G.E. - service électrique, agence de Rennes, ont fait grève à 90 % le jeudi 16 janvier pour demander à la direction régionale d'intervenir

LOIRE-ATLANTIQUE

— Châteaubriant : À la suite d'une menace d'augmentation des prix de transport de la S.N.C.F. de l'ordre de 32 %, la direction de la mine de fer de Rougé envisage de cesser l'exploitation. Une fois de plus, la Bretagne paie cher sa situation de faiblesse face aux grandes zones de concentration économique : les prix à l'exportation (sur la Belgique surtout) ne sont

MOR-BIHAN

— Lanester : Les 80 ouvriers de l'entreprise du bâtiment Le Roch qui travaillent sur le chantier du groupe scolaire de Kersabec, en Lorient, ont fait plusieurs jours de grève pour obtenir le paiement à tous sans distinction de "l'indemnité de panier" (indemnité versée selon la législation, si le lieu de travail est distant de plus de 4 km de la mairie de la commune où se trouve l'entreprise). Les ouvriers ont obtenu finalement une prime de transport, mais pas la "prime de panier".

— Lorient : Les Ateliers bretons de construction (filiale des Ateliers de construction mécanique Alain de Donges, en Loire-Atlantique) vont fermer définitivement leurs portes fin février. Les 11 ouvriers travaillant dans cette entreprise, spécialisée dans la construction des charpentes métalliques et la chaudronnerie, ont reçu leur lettre de licenciement.

— 40 anciens des Forges d'Hennebont vivent en véritables parias. À Kerpont, ils font partie de la coopérative créée lors de la fermeture des Forges et qui a pris forme le 1^{er} novembre dernier. Les quarante travailleurs (80

auprès du siège à Paris pour que soit sauvegardé l'avenir de la mutuelle d'entreprise.

— Fougères : Le personnel des établissements Bamarec (qui fabriquent de l'outillage de précision et emploient plus de 200 personnes) a fait 8 jours de grève : le personnel ouvrier, en particulier, demandait l'adoption d'une grille qui se traduirait par une augmentation de l'ordre de 6 %. Les ouvriers ont obtenu la promesse verbale de 4 % d'augmentations des salaires s'accompagnant de l'application intégrale de la grille présentée.

— La crise de la grande pêche : Dans notre dernier numéro, nous évoquions les difficultés de la pêche morutière. 250 marins, presque tous de Bretagne-Nord, sont touchés par le désarmement de cinq chalutiers classiques (l'un à Saint-Malo, deux à Bordeaux et deux à Fécamp).

plus compétitifs avec ceux de la Suède. La mine de Rougé emploie actuellement 70 salariés et produit 200 000 tonnes de minerai de fer.

— Les Galeries Nantaises vont fermer. Les 30 employés sont licenciés.

— La coopérative d'Indret vient de fusionner avec l'U.D.C.-Ouest-Orléans de Saint-Nazaire.

moyen : 54 ans), devenus terrassiers, ont pour mission d'aménager les douves et les bacs des routes donnant accès aux différentes entreprises de la zone de Kerpont. Eux qui étaient habitués à la chaleur des fours se sont vu subitement exposés aux intempéries, travaillant avec des moyens archaïques. Beaucoup d'entre eux sont écopés et se traitent sur des cannes. Ils prennent leurs repas, tassés les uns sur les autres dans des cabanes aménagées lamentablement. Ils touchent 200 F par quinzaine !

- EMPLOI : Les statistiques publiées par le ministère des Affaires sociales sur la situation de l'emploi en décembre montrent, pour la Bretagne une dégradation de la situation, avec une augmentation des demandes de 0,4 %, soit 11 245. Par contre, le nombre des offres d'emploi, 984, est en diminution de 13,8 %. Pour l'ensemble de la France, les demandes d'emploi ont diminué de 5,2 % et les offres ont augmenté de 2 %.

« LE PEUPLE BRETON » RECHERCHE

des anciens numéros pour constituer des collections. Notamment les numéros : 1, 12, 13, 15, 16, 20, 22, 31, 32, 33, 37, 38.

Tous nos lecteurs et abonnés qui disposeraient d'un ou plusieurs exemplaires de ces numéros peuvent se mettre en rapport avec la rédaction du journal, Boite Postale 713, 35 - Rennes.

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent

● Je viens de lire le dernier numéro de « Peuple Breton », ignorant son existence jusqu'à ce jour. Je dois dire que je ne l'approuve pas en totalité. « Le camarade Gourmelet » par exemple, serait mieux placé dans « Humanité » voire même la « Revue », qui sait ? Quant à ce « brave » Cohn-Bendit, n'est-il pas assez capable de se justifier lui-même ?

Il est vrai que « quand on crache en l'air ça vous retombe toujours sur le nez ». Pardonnez-moi l'expression.

Par contre ce que je trouve extrêmement valable, c'est l'article de Morvan Lebesque, qui est sans nul doute le plus objectif. Pour en revenir à notre « collectivité privilégiée du point de vue national », privilégiée certes sur le plan "nucléaire". Mais à quoi nous servent ces petits "joujoux" de ridicules sous-marins atomiques dont personne ne veut et qui nous ont été si généreusement attribués, d'où la "poubelle atomique" dont vous parlez si justement.

Tout cela et tout le reste finit à la longue par laisser les "braves autochtones" que nous sommes. Il est grand temps que cela change. Nous ne voulons plus ni être des « économiquement faibles », ni des soi-disant retardés mentaux, des péquots, etc. Notre culture est assez riche, l'entendez notre héritage culturel : langue, histoire, coutumes, etc. pour que nous puissions et puiser librement sans contrainte, sans interdiction de nulle sorte.

Une "supporter raisonnée" de l'indépendance de la Bretagne.

● Dans le dernier numéro (61) du P.B., deux articles surtout m'ont vivement intéressés, celui de Yann-Cheun Veillard sur la réforme régionale et la conclusion de la série « Cent ans d'intoxication par les manuels d'histoire » de Gwenc'hlan Le Scouëzec.

À propos de la réforme régionale, Y.-C. Veillard dit que la consultation sur la régionalisation n'a que peu ou pas de valeur du fait de la non représentativité des gens interrogés.

Pourquoi attendre (en vain) du gouvernement français une initiative — bretonne — qui ne doit venir que de nous ?

Et pourquoi l'U.D.B. n'organiserait-elle pas ces consultations populaires, ces « cahiers de doléances » ? Cela désarmerait sans doute ces mauvaises langues qui racontent : à l'U.D.B. on parle, on parle...

Ces consultations locales — là où sont des

sections du parti, d'abord — pourraient revêtir une valeur de test, (comme les votes-tels de 1821 ans), être un excellent moyen de sensibiliser l'opinion.

En attendant de concert avec d'autres organisations — les vraies « forces vives » du pays — on aurait une participation qui donnerait plus de poids à cette entreprise. En invitant les gens à venir dire quelle réforme régionale ils veulent — et non plus à répondre par oui ou par non à des questions truquées de referendum — on fera progresser la vraie démocratie en Bretagne. Nous avisons bien recueilli plus de 500 000 signatures pour une pétition culturelle. Il faut continuer à dialoguer avec notre peuple.

« Cent ans d'intoxication par les manuels d'histoire » ou l'histoire de Bretagne vue par la France.

J'ai beaucoup apprécié ces articles de Gw. Le Scouëzec. À propos de l'intoxication par les manuels d'histoire — de France — il me semble également que souvent les livres d'histoire de Bretagne — sont passibles d'une bonne part des griefs que l'on peut faire aux premiers. Je m'étonne qu'il n'existe encore aucune « Histoire du Peuple Breton ». De sa vie de tous les jours (vie qui aurait pu être le arbre) au temps de Les-Breiz, autour de Le Bulp ou dans la boue à Coullé. L'histoire des dynasties qui ont régné en Bretagne est, à mon avis, infiniment moins vraie que celle — unique — du peuple breton.

J'espère que le talent et l'érudition de Gwenc'hlan Le Scouëzec nous vaudront bientôt, à la place habituelle dans le journal, une nouvelle série d'articles aussi passionnants que la première.

Je terminerai cette lettre en formulant le souhait que l'édition en langue bretonne du journal puisse commencer à paraître cette année.

F. BOUVIER.

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 5 000 — Dépôt légal 1^{er} trimestre.